

Anerkennung der Solidarwirtschaft wird verlangt

Nach der Entwicklung innerhalb der luxemburgischen Politik in den vergangenen Jahren konnte man einen vielversprechenden Fortschritt feststellen, weil nämlich der Gedanke der Solidarwirtschaft immer mehr Fuß fasste. Dem war nicht immer so gewesen und „Objectif Plein Emploi“ (OPE) musste sich immer wieder gegen Meinungen wehren, seine Aktivitäten seien überflüssig.

Das brachte die Verantwortlichen von OPE dann auch dazu, ein französisches Institut, das „Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie“, einzuschalten, um von ihm eine Untersuchung über die Aktivitäten vom OPE und den wirtschaftlichen Einfluss desselben vornehmen zu lassen. Diese Untersuchung fand ihren Niederschlag in einem Dokument, genannt „De l'insertion au droit de travail par la création de nouvelles activités“, und bestätigte nicht nur die richtige Vorgehensweise des OPE, sondern diente auch als wissenschaftliche Unterstützung für zukünftige Aktivitäten.



Nic Eickmann

Eines der Hauptanliegen des OPE war, dass die Sozial- und Solidarwirtschaft, als dritter Sektor neben dem öffentlichen und privaten, anerkannt werden sollte. Und genau das geschah dann auch auf politischem Gebiet: Innerhalb der „Tripartite luxembourgeoise“ wurde die Aktivität des OPE auf dem Gebiet der Arbeitslosigkeit erkannt und das „Comité permanent pour l'emploi“ wurde mit einer genaueren Untersuchung über diese Aktivitäten beauftragt.

Das Arbeitsministerium seinerseits beschloss, eine grundsätzliche Untersuchung über die Aktivitäten der einzelnen sozio-ökonomischen Initiativen vorzunehmen.

Die Verantwortlichen vom OPE wurden sich immer mehr bewusst, dass die ganze Organisation vor allem von den ehrenamtlich Tätigen in den einzelnen lokalen Verwaltungsorganisationen abhängig war. Um dieser Tatsache Rechnung zu tragen und sie der Öffentlichkeit bewusst zu machen, wurde vom OPE eine „Conférence nationale des acteurs bénévoles du réseau OPE“ in der Bestgens Mühle in Schifflingen einberufen.

Hier wurde dann von den Präsidenten der einzelnen lokalen Gruppen ein Dokument unterzeichnet, in welchem das Arbeitsministerium aufgefordert wurde, eine gesetzliche Basis für die Sozial- und Solidarwirtschaft zu schaffen.

Im Jahre 2001 beschäftigte OPE rund 500 Personen.

Nic Eickmann

-> wird fortgesetzt

Le 28 avril était la Journée mondiale sur la sécurité et la santé au travail

Promouvoir des emplois décentes et sûrs

La Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail a pour but d'attirer l'attention dans le monde sur la promotion et la création d'emplois décentes et sûrs et de réduire le nombre de décès liés au travail. Cette année, comme les années précédentes, des événements tripartites ont eu lieu dans le monde entier.

Le Bureau international du travail (BIT) estime que quelque 6.000 travailleurs décèdent chaque jour dans le monde des suites d'accidents et de maladies liés au travail. Il apparaît aussi que les décès liés au travail sont en augmentation. En outre, on estime à 270 millions par an le nombre d'accidents du travail non mortels (qui, chacun, entraîne au moins trois jours d'absence au travail) et à 160 millions le nombre de nouveaux cas de maladies liées au travail. Le coût total de tels accidents ou maladies a été estimé par l'Orga-



nisation internationale du travail à quatre pour cent du PNB (produit national brut) mondial, soit plus de 20 fois le montant global

de l'aide publique au développement.

Si certains secteurs sont intrinsèquement plus dangereux que d'autres, les groupes comme les migrants et d'autres travailleurs marginalisés sont souvent plus exposés au risque de subir des accidents et des maladies liés au travail.

L'Union européenne veut des entreprises compétitives. La rentabilité peut se faire au détriment des conditions de travail et de la sécurité. Ces contradictions ne sont parfois qu'apparentes puisque des études ont également montré que le bien-être au travail peut améliorer l'implication et donc la productivité des salariés.

Voyons comment, dans une entreprise d'économie solidaire, on aborde ces préoccupations. Nous avons choisi l'exemple d'„Objectif Plein Emploi“, avec Claudine Hower, chargée de direction „Responsabilité sociale de l'entreprise“ qui nous a exposé son point de vue. (voir ci-dessous)



Claudine Hower

Approche globale, **responsabilité sociale** et équilibre

„Le bien-être est source de pérennité de l'entreprise“

La plupart d'entre nous passons une grande partie de notre vie au travail. Et, même si nous n'aimons pas toujours l'admettre, le travail a une forte influence sur notre santé, notre sécurité donc sur notre bien-être général – pour le meilleur ou pour le pire.

Une approche globale de prévention en matière de sécurité et de santé doit comporter des programmes et des politiques qui visent tous les aspects de l'environnement de travail. Les effets de l'environnement de travail sur la santé des salariés sont variés et multiples – tout comme le sont les moyens d'aider les personnes à maintenir ou à améliorer leur bien-être au travail.

Une approche globale

Une approche globale de prévention en matière de sécurité et de santé s'appuie sur les trois exigences à remplir pour assurer un environnement de travail sûr et sain:

- l'application du droit existant
- une culture de prévention des risques

- améliorer la connaissance des risques par le biais de l'information et formation

- la sensibilisation des employeurs à l'enjeu que représente la construction d'un environnement de travail maîtrisé

- l'anticipation des risques nouveaux et émergents, qu'ils soient liés aux innovations techniques ou aux évolutions sociales – une approche globale du „bien-être au travail“

La politique de prévention en matière de santé et de sécurité au travail doit veiller à promouvoir un véritable „bien-être au travail“ qui soit autant physique que moral ou social et qui ne se mesure pas seulement en termes d'absence d'accidents ou de maladies professionnelles.

- réduction continue des accidents et des maladies professionnelles

- prévention des risques sociaux

- meilleure prise en compte des évolutions démographiques dans les risques, les accidents et les maladies professionnelles
- meilleure prise en compte

des changements dans les formes d'emploi et les modes d'organisation du travail.

Le bien-être est source de pérennité de l'entreprise.

La responsabilité sociale

La promotion du bien-être au travail ne peut être réalisée par le seul moyen de l'approche globale de prévention. Elle est fortement liée à d'autres approches comme la stratégie pour l'emploi, l'équili-

bre entre vie privée et vie de travail, les relations et partenariats ainsi que la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).

La RSE est un élément stratégique important pour l'entreprise et la sécurité et la santé au travail font partie intégrante du concept.

Etablir un équilibre

La RSE consiste à intégrer les considérations sociales, environ-

nementales et économiques dans les opérations de l'entreprise et la communication avec les parties prenantes. La sécurité et la santé au travail s'inscrivent naturellement dans l'aspect de la RSE relatif aux personnes. Elles concernent le bien-être des travailleurs, des principales parties prenantes et de leurs familles.

Traduire les paroles en actes

Il est facile d'endosser de nouvelles valeurs, mais il est plus difficile, et bien plus important, de les traduire réellement en actes dans le cadre du quotidien de l'entreprise.

Les salariés sont parfaitement capables de faire la distinction entre ce qui est dit dans le cadre des relations publiques et la réalité au quotidien. Il faut garder à l'esprit que nous ne pouvons maintenir de bonnes performances de qualité à l'extérieur sans être bon en interne. La sécurité et la santé sont des valeurs fortes qu'on perçoit souvent comme nécessitant exclusivement une gestion rationnelle. Il est important de faire valoir leurs atouts en tant que valeurs plutôt qu'éléments contrôlables.

Il faut s'assurer que ces valeurs font partie de la culture de l'entreprise.

Le réseau OPE

Un environnement de travail sain relève d'une démarche globale de „gestion de la qualité“ qui bénéficie aux performances et à la compétitivité. Les relations entre santé et sécurité au travail et compétitivité sont plus complexes que la seule question des coûts.

Dans les entreprises classiques, bien-être concorde avec „productivité“, dans une société de l'économie solidaire, bien-être concorde avec un „emploi de qualité“.

Le bien-être au travail doit être promu quotidiennement et de manière proactive, la gestion des risques et la prévention étant des acquis à la base de cette promotion proactive.